

Plan de Prévention des Risques Inondations et Coulées de Boue entre Laversine et Chézy-en-Orxois

Secteur Vallée du ru de Retz



Ruissellement et Coulées de boue- Commune de Montgobert (Source Mairie Montgobert)

Note de Présentation



PREFECTURE DE L' AISNE
direction départementale
de l'Équipement

Pour le Préfet et par délégation,
Le chef du S.I.D.P.C.

Patrick RASSEMENT

28 JAN. 2008

Sommaire

I-Introduction.....	3
II-La politique de prévention des risques.....	3
II.1-Cadre réglementaire des PPR.....	3
II.2-Portée juridique des PPR.....	4
II.3-Articulation avec les autres procédures.....	5
II.3-a) Le SDAGE	5
II.3-b) Articulation avec les autres documents d'urbanisme	6
II.4-Assurances et catastrophes naturelles.....	6
II.5-Information acquéreurs et locataires	6
III-Objet et contenu du présent PPR.....	7
III.1-Contenu du PPR.....	7
III.2-La procédure réglementaire d'élaboration.....	8
IV-Le secteur géographique et le territoire d'étude.....	9
IV.1-Présentation du secteur d'étude soumis à approbation partielle.....	9
IV.1-a) Description du secteur d'étude soumis à approbation partielle.....	9
IV.1-b) Description topographique.....	10
IV.1-c) Description géologique.....	11
IV.1-d) Description hydrogéologique.....	12
IV.1-e) Description hydrologique.....	13
IV.1-f) Description pluviométrique.....	15
IV.2-Caractéristiques des phénomènes naturels présents.....	15
IV.2-a) Le phénomène « inondations par débordement de ru ».....	15
IV.2-b) Le phénomène « ruissellement et coulées de boue ».....	16
IV.3-Les dysfonctionnements rencontrés sur le territoire d'étude	17
V-La méthodologie appliquée.....	18
V.1-La récolte de données.....	18
V.2-Les données issues du terrain.....	19
VI-La cartographie du PPR.....	21
VI.1-La définition des aléas	21
VI.2-Méthode permettant la réalisation du zonage réglementaire.....	21
VI.2-a) La détermination des phénomènes naturels.....	21
VI.2-b) La détermination des enjeux.....	21
VI.3-L'élaboration du zonage réglementaire.....	22
VI.3-a) Définition des différents zones.....	22
VI.3-b) La détermination du zonage réglementaire.....	24

VII-Présentation du règlement.....	24
VIII-Suivi de la démarche PPR.....	25
VIII.1-La concertation publique.....	25
VIII.2-Le planning des opérations.....	25
Liste des abréviations.....	26
Bibliographie.....	27
ANNEXE 1: État des risques information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers	
ANNEXE 1.5: Communes concernées par le PPR inondations et coulées de boue entre Laversine et Chézy-en-Orxois	
ANNEXE 2: Carte de localisation de la zone d'étude	
ANNEXE 3: Carte altimétrique de la commune de Soucy	
ANNEXE 4: Profil en travers sur la commune de Laversine	
ANNEXE 5: Carte géologique de la commune de Soucy	
ANNEXE 6: Localisation des points de mesures hydrauliques à Puiseux-en-Retz	
ANNEXE 7 : Inventaire des thalwegs de Soucy par le biais de la carte IGN	

I-Introduction

La présente notice expose l'ensemble des éléments utiles à la compréhension de la démarche globale de gestion des inondations et des coulées de boue appliquée au cas de 5 communes situées dans le département de l'Aisne.

Elle est organisée en plusieurs parties qui traitent successivement de la politique générale Plan de Prévention des Risques (**PPR**), du contenu d'un **PPR** et de la procédure associée, de la description du secteur géographique concerné, de la nature des phénomènes naturels présents, de la méthodologie employée et des dispositions retenues pour le règlement.

Les textes législatifs confient à l'État la responsabilité de réglementer les zones à risques afin d'atteindre des objectifs de prévention, en fixant des mesures réglementaires adaptées aux différents niveaux de risques.

Le **PPR** inondations et coulées de boue constitue le document final qui regroupe ces mesures.

Ainsi, dans chaque zone concernée par le **PPR** inondations et coulées de boue correspond :

- Un niveau de risque d'inondations et/ou de coulées de boue déterminé,
- Un niveau d'urbanisation déterminé,
- Des règles de construction déterminées afin de respecter les objectifs de prévention.

En annexe de la présente notice, figurent les principaux termes et sigles utilisés dans le document.

II-La politique de prévention des risques

II.1-Cadre réglementaire des PPR

La loi du 13 juillet 1982, relative à l'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles, a institué un système d'indemnisation des victimes, parallèlement à la mise en œuvre par l'État de Plans d'Exposition aux Risques (**PER**). Ces **PER** qui valent servitudes d'utilité publique, sont annexés au Plan d'Occupation des Sols (**POS**), et déterminent les zones exposées aux risques ou pouvant les aggraver ainsi que les mesures de prévention à y mettre en œuvre par les propriétaires, les collectivités ou les établissements publics.

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 qui a notamment institué de nouveaux outils de planification (les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (**SAGE**), les zonages communaux d'assainissement) et de contrôle des opérations pouvant avoir des incidences sur le régime ou le mode d'écoulement des eaux (régimes d'autorisation ou de déclaration définis dans le décret du 17 juillet 2006). Elle a par ailleurs élargi les possibilités d'intervention des collectivités locales pour assurer la maîtrise des eaux pluviales et la défense contre les inondations.

La loi du 2 février 1995 sur le renforcement de la protection de l'environnement a substitué aux anciens outils de prévention des risques (**PER**, plans de surfaces submersibles, périmètres à risques, art. R.111-3 du code de l'urbanisme) les Plans de Prévention des Risques (**PPR**), mis en œuvre par les services de l'État.

Les arrêtés du 5 septembre 2000 et du 4 août 2003 modifient le code des assurances en établissant une modulation de la franchise s'il y a plus de 2 arrêts de catastrophes naturelles de moins de 5 ans sur une commune (par rapport à un risque donné). La prescription d'un **PPR** annule ces dispositions, à condition que ce dernier soit approuvé dans un délai de 4 ans.

La loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages renforce le devoir de mémoire et l'information de la population, étend le champ d'intervention du fonds Barnier au financement des travaux prescrits par les **PPR**, et permet l'instauration de servitudes d'utilité publique de prévention et de protection.

La loi du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile a pour objet la prévention des risques de toute nature, l'information et l'alerte des populations ainsi que la protection des personnes, des biens et de l'environnement contre les accidents, les sinistres et les catastrophes par la préparation et la mise en oeuvre de mesures et de moyens appropriés relevant de l'État, des collectivités territoriales et des autres personnes publiques ou privées.

Le décret n°2005-134 du 15 février 2005 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.

L'essentiel des dispositions législatives relatives aux risques sont reprises dans le **code de l'environnement**, articles L.561-1 et suivants.

II.2- Portée juridique des PPR

Le **PPR** vaut servitude d'utilité publique. A ce titre, il doit être annexé, par arrêté de la collectivité compétente en documents d'urbanisme, aux Plans Locaux d'Urbanisme (**PLU**) dans un délai de trois mois à compter de la date d'effet du **PPR** (soit à l'issue de la dernière des mesures de publicité de son approbation) conformément aux articles **L126-1 et R126-1 du code de l'urbanisme**. A défaut le préfet se substitue au maire et dispose alors d'un délai d'un an.

Dans tous les cas, les documents d'urbanisme devront être rendus cohérents avec les dispositions du **PPR** lors de la première révision suivant l'annexion. La nature et les conditions d'exécution des mesures de prévention précisées pour l'application du règlement sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés. Ceux-ci sont également tenus d'assurer les opérations de gestion et d'entretien nécessaires pour maintenir la pleine efficacité de ces mesures.

Conformément à l'**article R562-5 du code de l'environnement**, le **PPR** n'interdit pas les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments implantés antérieurement à son approbation, sauf s'ils augmentent les risques, en créent de nouveaux ou conduisent à une augmentation notable de la population exposée.

Les prescriptions du **PPR** concernent les biens existant antérieurement à la publication de l'acte l'approuvant et ne portent que sur des aménagements limités, liés avant tout à la sécurité publique. Le coût de ces prescriptions reste inférieur au seuil fixé par l'**article R562-5 du code de l'environnement** (seuil de 10% de la valeur vénale ou estimée des biens concernés à la date d'approbation du plan).

Conformément à l'**article R562-5 du code de l'environnement**, les prescriptions sur les biens existants devront être exécutées dans un délai de 5 ans après approbation du plan.

L'article L562-5 du code de l'environnement précise que le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par un **PPR** approuvé ou de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation prescrites par ce plan est puni par des peines prévues à **l'article L480-4 du code de l'urbanisme**.

Enfin, en cas de non-respect du **PPR**, les modalités de couverture par les assurances des sinistres liés aux catastrophes naturelles peuvent être modifiées.

Le **PPR** est le seul document réglementaire spécifique aux risques naturels, et il s'articule avec les moyens de droit commun du code de l'urbanisme.

La mise en œuvre du **PPR** ne dispense pas les personnes publiques responsables de l'élaboration des documents d'urbanisme et de la délivrance des autorisations du sol de recourir aux dispositions de droit commun du code de l'urbanisme, notamment pour les phénomènes non pris en compte par le présent **PPR** (mouvements de terrain...), ou les phénomènes de même type survenus postérieurement à son approbation.

Le **PPR** pourra être révisé selon la même procédure que son élaboration initiale, conformément aux dispositions de **l'article R562-10 du code de l'environnement**. Lorsque la révision n'est que partielle, les consultations et l'enquête publique ne sont effectuées que dans les communes concernées par les modifications.

Enfin, le **PPR** ne vaut que pour le risque pour lequel il est prescrit.

II.3-Articulation avec les autres procédures

II.3-a) Le SDAGE

La vallée du ru de Retz appartient au bassin Seine-Normandie qui fait l'objet d'un Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (**SDAGE**) approuvé par le préfet de Région Ile-de-France le 20 septembre 1996.

Ce document définit les grandes orientations dans le domaine de l'eau, qu'il s'agisse d'eaux superficielles ou d'eaux souterraines, de préservation de la qualité ou de la quantité.

En tant que document d'urbanisme élaboré par l'État, le plan de prévention des risques doit être compatible avec les orientations du **SDAGE**.

Dans le domaine des inondations, le **SDAGE** définit notamment les quatre orientations suivantes :

- o Protéger les personnes et les biens ;
- o Ne plus implanter dans les zones inondables des activités ou des constructions susceptibles de subir des dommages graves ;
- o Assurer une occupation du territoire qui permette la conservation des zones naturelles d'expansion des crues ;
- o Assurer la cohérence des actions de prévention et de protection contre les inondations à l'échelle du bassin versant.

Les plans de prévention des risques constituent des moyens à mettre en œuvre, mis en avant par le **SDAGE**.

Par ailleurs, parmi les études menées sur le bassin Seine-Normandie, un atlas des plus hautes eaux connues a été réalisé en 1996 sous l'égide de l'État. Cet atlas délimite, à l'échelle 1/25000^{ème} et sur l'ensemble des cours d'eaux principaux du bassin, l'enveloppe des inondations les plus fortes.

II.3-b) Articulation avec les autres documents d'urbanisme

Principe Général :

Les documents d'urbanisme doivent prendre en considération l'existence des risques (**article R123-11 du code de l'urbanisme**).

=> l'État doit afficher les risques et les communes ont le devoir de prendre en considération l'existence de risques naturels sur leur territoire, notamment lors de l'élaboration de documents d'urbanisme et de l'examen des demandes d'autorisation d'occupation ou d'utilisation des sols.

Le **PPR** vaut servitude d'utilité publique. A ce titre, il doit être annexé, par arrêté de la collectivité compétente en documents d'urbanisme, aux Plans Locaux d'Urbanisme (**PLU**). Dans tous les cas, les documents d'urbanisme devront être rendus cohérents avec les dispositions du **PPR**.

II.4-Assurances et catastrophes naturelles

La loi du 13 juillet 1982 instaure l'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles. Cette indemnisation est basée sur la valeur du patrimoine assuré et non sur le degré d'exposition aux risques.

La franchise est modulée en fonction du nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles pris depuis 1995 sur la commune concernée (**arrêté du 4 août 2003**). La franchise est multipliée par 2 à partir du 3ème arrêté, par 3 pour le 4ème, par 4 pour le 5ème et suivants. La modulation cesse si un **PPR** est prescrit sur la commune pour le risque considéré, et reprend si ce **PPR** n'est pas approuvé dans un délai de 4 ans après prescription.

Les assurances ne prennent en compte les dégâts des catastrophes naturelles que si les particuliers ont respecté les prescriptions du **PPR** approuvé dans les délais requis.

II.5-Information acquéreurs et locataires

L'obligation est issue du **décret n°2005-134 du 15 février 2005** :

Cette obligation s'applique dans chacune des communes dont la liste est arrêtée par le préfet du département, pour les biens immobiliers bâtis ou non bâtis situés dans le périmètre d'un **PPR** naturel ou technologique, prescrit ou approuvé.

Au terme des **articles L125-5 et R125-23 à 27 du code de l'environnement**, les acquéreurs ou locataires de biens immobiliers, de toute nature, doivent être informés par le vendeur ou le bailleur, qu'il s'agisse ou non d'un professionnel de l'immobilier, de l'existence des risques auxquels ce bien est exposé.

A compter du 1er juin 2006 : Un état des risques (*Cf Annexe 1*) établi directement par le vendeur ou le bailleur doit être annexé à tout contrat de location écrit, de la réservation pour une vente en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte constatant la vente, que le bien soit bâti ou non. Cet état doit être établi moins de 6 mois avant la date de conclusion de tout type de contrat de location écrit, réservation pour une vente ou promesse de vente.

Pour chaque commune concernée, le préfet du département arrête la liste des documents disponibles auxquels le bailleur ou le vendeur peut se référer. Les documents, en particulier le Dossier Départemental sur les Risques Majeurs (**DDRM**) et le Porté A Connaissance (**PAC**), sont disponibles :

- A la préfecture ;
- A la sous-préfecture ;
- À la DDE ;
- A la chambre des notaires ;
- A la mairie.

III-Objet et contenu du présent PPR

III.1-Contenu du PPR

Le **PPR** prescrit le 5 mars 2001 par Monsieur le préfet de l'Aisne et modifié le 6 août 2007 concerne 19 communes entre Laversine et Chézy-en-Orxois :

- | | |
|----------------------|--------------------|
| -Chézy-en-Orxois | -Mortefontaine |
| -Coeuvres-et-Valsery | -Oigny-en-Valois |
| -Dampleux | -Passy-en-Valois |
| -Fleury | -Puisseux-en-Retz |
| -Haramont | -Silly-la-Poterie |
| -La Ferté-Milon | -Soucy |
| -Largny-sur-Automne | -Taillefontaine |
| -Laversine | -Troesnes |
| -Montgobert | -Villers-Cotterêts |
| -Montigny-l'Allier | |

Toutefois, Le PPR a été découpé en sous-secteurs compte tenu des éléments suivants :

- la diversité des enjeux rencontrés ;
- le nombre de cours d'eau concernés.

L'arrêté préfectoral modificatif en date du 6 août 2007 prend en compte la sectorisation.

(Cf Annexe 1.5)

En outre, les motivations d'une approbation partielle du **PPR** sont les suivantes :

- Un nombre important d'arrêtés de reconnaissance de catastrophes naturelles sur ces communes (de 3 à 10 arrêtés par commune) qui traduisent la redondance et l'ampleur des phénomènes.
- Communes volontaires dans la politique générale de prévention des risques.
- Permettre aux communes concernées de solliciter les fonds Barnier pour les études et travaux qui permettent de limiter les risques: Pour les **PPR prescrits et approuvés**, attribution d'une subvention de l'ordre 50% HT pour les études et 25% HT pour les travaux (Loi de Finances de 2006).
- Déterminer les compatibilités de l'aménagement du territoire avec les risques (intégrer les risques dans les documents d'urbanisme en cours d'élaboration ou de révision, tels que Carte Communale et Plan Local d'Urbanisme).
- Alimentation de la base de données relative à l'information des risques pour les acquéreurs et locataires, qui pour le moment reste encore insuffisante (**DDRM** et éventuellement **PAC**).

Conformément à l'article R562-3 du code de l'environnement, le **PPR** comprend :

- ➔ La notice de présentation ;
- ➔ Le plan de zonage réglementaire au 1/10 000 ème ;
- ➔ Le règlement.

Selon les textes réglementaires, le PPR a vocation à :

- Interdire les implantations humaines dans les zones les plus dangereuses où, quels que soient les aménagements réalisés, la sécurité des personnes et des biens ne peut être garantie intégralement, et les limiter dans les autres zones inondables.
- Préserver les capacités d'écoulement des eaux pour ne pas aggraver les risques pour les zones situées en amont ou en aval, ce qui implique, entre autres, d'éviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection de lieux fortement urbanisés.
- Identifier les secteurs qui, sans être exposés directement aux risques, peuvent contribuer à minimiser les phénomènes.

A ce titre les mesures de prévention définies dans le règlement, destinées notamment à limiter les dommages sur les activités et biens existants et à éviter un accroissement des dommages dans le futur, consistent :

- Soit en des interdictions relatives à l'occupation des sols, afin de ne pas augmenter (ou créer) la vulnérabilité des biens et des personnes, et préserver les espaces limitant les risques et encore indemnes de toute urbanisation ;
- Soit en des mesures destinées à minimiser les dommages.

III.2-La procédure réglementaire d'élaboration

La procédure PPR se déroule en plusieurs étapes :

- 1- Prescription d'un **PPR**, après plusieurs arrêtés de reconnaissance de catastrophes naturelles du même type, par arrêté préfectoral ;
- 2- Étude du risque sur le territoire concerné ;
- 3- Élaboration du projet **PPR** ;
- 4- Concertation avec les communes ;
- 5- Consultation réglementaire (consultation des conseils municipaux) et enquête publique ;
- 6- Modification éventuelle du projet ;
- 7- Approbation du **PPR** par arrêté préfectoral ;
- 8- Publicité, affichage et mise à disposition du public ;
- 9- Annexion aux documents d'urbanisme.

IV-Le secteur géographique et le territoire d'étude

IV.1-Présentation du secteur d'étude soumis à approbation partielle

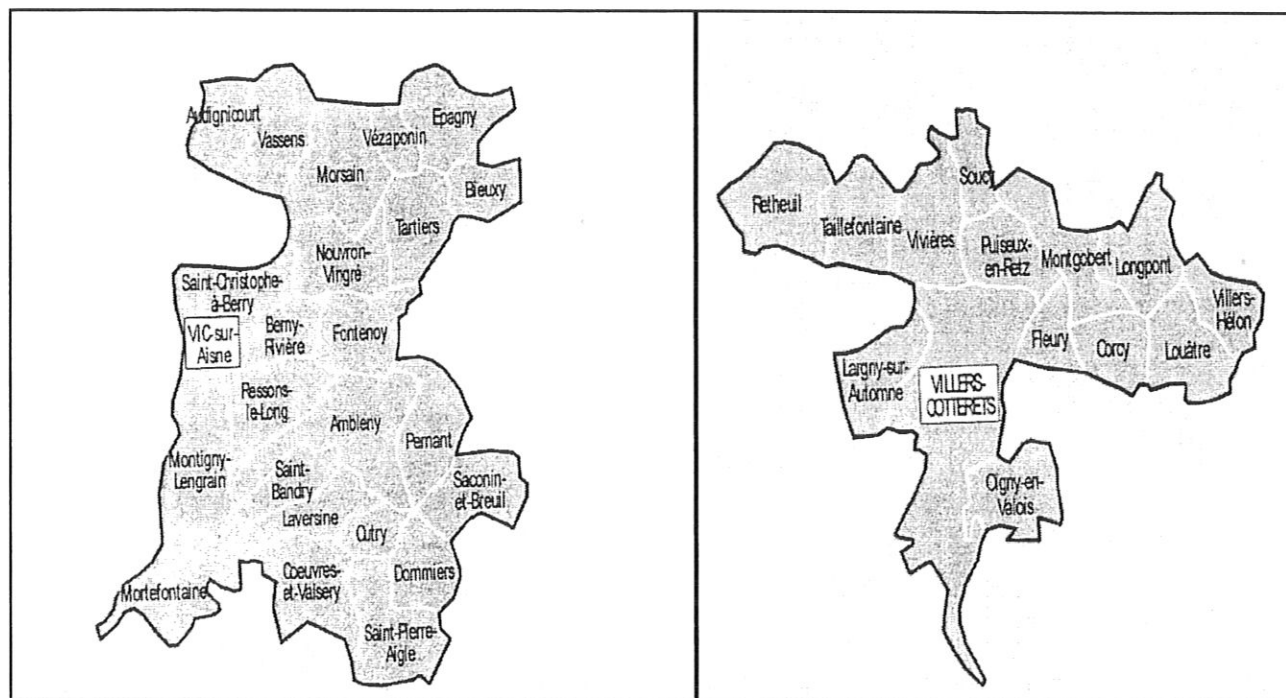
IV.1-a) Description du secteur d'étude soumis à approbation partielle

Le secteur d'étude comprend 5 communes (**Laversine, Coeuvres-et-Valsery, Soucy, Puiseux-en-Retz et Montgobert**) appartenant à la Vallée du ru de Retz, situées au Sud Ouest du département de l'Aisne, à environ 15km au Sud Ouest de Soissons (*Cf Annexe 2*).

Ces communes sont issues du regroupement de la communauté de communes du Pays de la Vallée de l'Aisne et de la communauté de communes de Villers-Cotterêts/Forêt de Retz.

La communauté de communes du Pays de la Vallée de l'Aisne comprend 24 communes pour une population totale de 10 104 habitants (INSEE 1999). Or, 2 communes sont concernées par le secteur soumis à approbation partielle : Laversine et Coeuvres-et-Valsery.

De même, La communauté de communes Villers-Cotterêts/Forêt de Retz comprend 14 communes pour une population de 13 233 habitants (INSEE 1999). Or, 3 communes sont concernées par le secteur soumis à approbation partielle : Soucy, Puiseux-en-Retz et Montgobert.



CC du Pays de la Vallée de l'Aisne

(Source: Annuaire 2004 de l'intercommunalité)

CC Villers-Cotterêts/Forêt de Retz

(Source: Annuaire 2004 de l'intercommunalité)

Comme chaque année depuis 2004, 1/5ème des communes de moins de 10 000 habitants réalisent une enquête de recensement. Les données collectées lors de ces enquêtes permettent de publier pour ces communes une population provisoire et une évolution moyenne entre l'année d'enquête et le recensement de la population de 1999. Ces populations provisoires n'ont pas de valeur juridique, la population légale de chaque commune sera établie fin 2008 (*Source site internet INSEE*) :

Commune	Année d'enquête	Population provisoire à l'année d'enquête (mise en ligne janvier 2007)	Population au recensement de 1999	Évolution annuelle moyenne par rapport à 1999 (en %)
Coeuvres-et-Valsery	2006	471	432	1,2%
Laversine	2006	135	99	4,5%
Montgobert	2006	195	185	0,8%
Puiseux-en-Retz	2004	230	234	-0,3%
Soucy	2004	70	73	-0,8%

Les caractéristiques paysagères du secteur résultent d'une occupation dominée par l'agriculture, la présence de bois, de versants à fortes pentes ou de vallées étroites. Le cadre est particulièrement riche en espaces verts.

Le territoire reste particulièrement rural avec de manière générale les zones urbanisées qui se concentrent dans le fond de vallée le long des rus.



Maisons en bordure du ru de Retz sur la commune de Coeuvres-et-Valsery

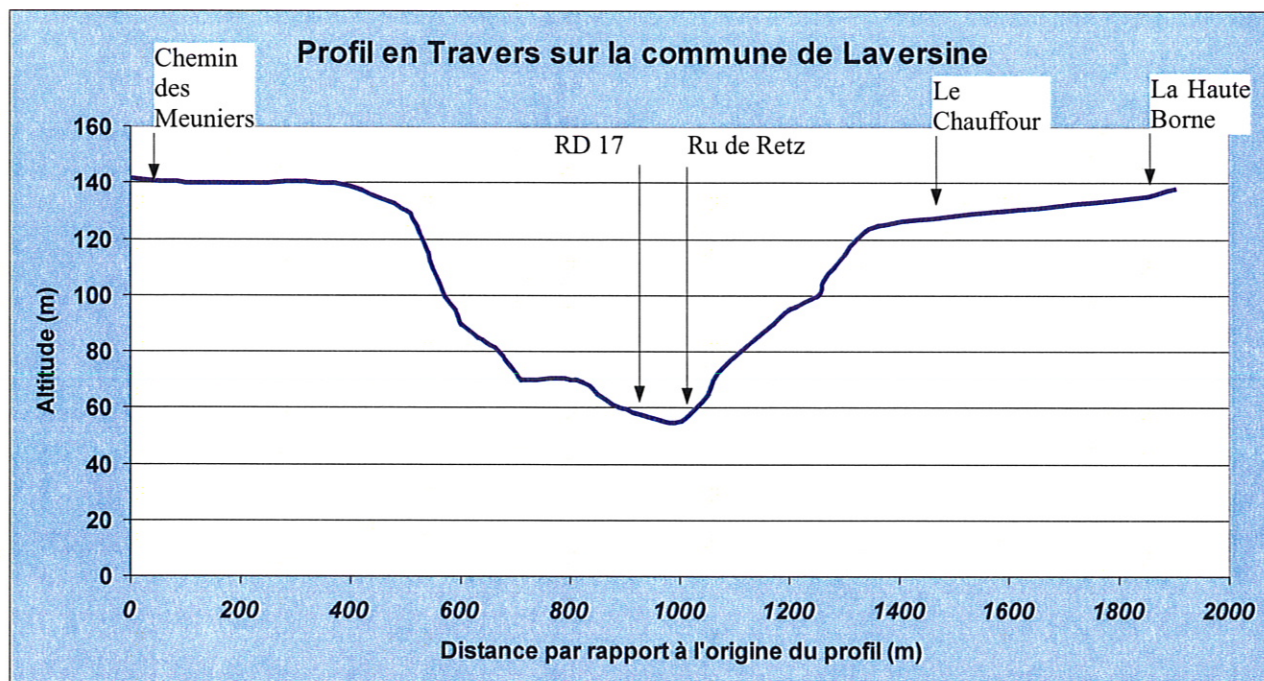
(Source: SRPR/PR DDE 02)

IV.1-b) Description topographique

La topographie du territoire se caractérise par plusieurs ensembles bien distincts : des plaines, des plateaux, des versants de vallée et une vallée qui est drainée par des rus à faibles débits (ru de Retz, ru de Saint-Agnan).

Les altitudes sur les plateaux atteignent environ 140m en moyenne et 60m pour les points bas situés en fond de vallée (*Cf Annexe 3*).

Le relief général correspond à une vallée étroite associée à des versants de vallée avec de fortes pentes (Source: SRPR/PR DDE 02) :



Le profil ci-dessus mesure 1,9 km et s'étend à l'Ouest de la commune par le point haut du « Chemin des Meuniers » 141,9 m et à l'Est par le point haut de « La Haute Borne » 138 m (Cf Annexe 4).

Les pentes des versants sont fortes : la pente du versant Ouest vaut environ 15,4% et celle du versant droit environ 9%. Les versants vont donc amplifier l'écoulement des eaux.

De manière générale, ces remarques restent valables sur l'ensemble des cinq communes étudiées.



Versant à forte pente sur la commune de Coevres-et-Valsery

(Source: SRPR/PR DDE 02)



Versant à forte pente sur la commune de Soucy

(Source: SRPR/PR DDE 02)

IV.1-c) Description géologique

Le secteur d'étude est composé d'une partie du plateau du Soissonnais (sud de l'Aisne). Celui-ci est divisé en deux parties par la vallée de l'Aisne orientée Est-Ouest. Le substratum du plateau est formé par la surface structurale du calcaire grossier (**Lutétien moyen**), puis le plateau est recouvert

d'un épais manteau de **limons loessiques** (matériaux limoneux déposés par les vents mais qui ont pu être partiellement remaniés sur place) (*Cf Annexe 5*).

Ce plateau est profondément disséqué par des affluents de cette rivière sur la rive gauche (ru de Retz). L'altitude moyenne du plateau s'élève à environ 140m.

La zone étudiée se caractérise par des faciès du Tertiaire du bassin parisien s'étagant du **Cuisien** (qui affleure en bordure de la vallée) au **Stampien** qui apparaît au sommet des buttes disséminées dans la forêt de Villers-Cotterêts. Les 5 villages étudiés sont plus particulièrement concernés par les sables du **Cuisien** et les Calcaires du **Lutétien** qui les surmontent. La stratigraphie générale de ces deux étages est présentée des sols les plus anciens aux plus récents :

Le Cuisien

-Le niveau d'Aizy

Ensemble de sables fins quartzeux légèrement argileux renfermant des nodules gréseux (têtes de chat). Son épaisseur avoisine 6 à 10 mètres.

-Le niveau de Pierrefonds

Sables quartzeux fins argileux, glauconieux à niveaux fossilifères (épaisseur : 20 m) puis sables argileux, très glauconieux, verts surmontés de sables fins grisâtres pouvant contenir de nombreux débris de lignites charbonneux et localement des galets et des niveaux ferrugineux (épaisseur : 10 mètres).

-L'argile de Laon

A la base, sables quartzeux fins ou grossiers roux à verdâtres, tantôt argileux, tantôt assez propres à intercalations de niveaux d'argile. Le sommet est constitué d'une argile grise à brun foncé ou noire à intercalations ligniteuses. Cet ensemble a une épaisseur avoisinant 2 à 3 mètres.

Le Lutétien

La distinction des différents faciès calcaires est surtout faite à partir des niveaux de fossiles représentatifs :

-Le calcaire sableux à endurcissements (3 à 5 mètres) : sable calcaire à gros grains de quartz enduits de glauconie (glauconie grossière).

-Le calcaire à nummulites (1 à 2 mètres) : calcaire sableux plus ou moins fossilifère généralement dur pouvant être constitué exclusivement d'un agrégat de nummulites ou présenter un aspect caverneux.

-Le calcaire à ditrups à miliolles (3 à 6 mètres) : calcaire tendre assez friable à nombreux ditrups tubulaires. La dolomitisation (altération en sable fin) transforme ce niveau soit en calcaires plus ou moins dolomitisés à passées sableuses, soit en sables dolomitiques à nodules de calcite. Ce niveau a souvent été le siège de nombreuses grottes.

-Le calcaire à miliolles, Cérithes géants et orbitolites (6 à 15 mètres) : succession de bancs calcaires plus ou moins durs et renfermant les fossiles caractérisant les différents niveaux.

La présence du niveau de l'argile de Laon au sommet de l'étage Cuisien retient à la base du Lutétien une nappe phréatique qui donne lieu à la présence de zones très humides ou de sources sur les pentes des versants (*Source: CETE Nord Picardie*).

IV.1-d) Description Hydrogéologique

Le réservoir de la **nappe du Cuisien** est constitué par les sables de Cuise, limité au plancher par le Sparnacien et au toit par les argiles de Laon. La nappe est généralement captive, sauf aux zones

d'affleurement, où elle est libre et soutenue. Son alimentation se fait par les affleurements et par drainage des couches supérieures ; elle se déverse dans le niveau hydrologique de base, au fond des vallées par un grand nombre de sources de dépression et de débordement, et quelques sources artésiennes, à travers les alluvions.

La **nappe du Lutétien** est une nappe libre, dont l'aquifère est le calcaire grossier, limité au plancher par les argiles de Laon et au toit par les marnes et caillasses. Son alimentation se fait par infiltration à travers le plateau calcaire. Elle alimente de nombreuses sources de déversement, débordement émergence ou dépression (*Source: B&R Environnement*).

IV.1-e) Description Hydrologique

Les communes étudiées appartiennent au bassin versant du ru de Retz. Ce ru est un affluent de la rive gauche de la rivière Aisne. Il est alimenté par les sources d'affleurement des formations calcaires et de sables du sous-sol mais également par le rejet des eaux provenant des habitations des villages ou par l'écoulement des eaux de ruissellement qui peut être important lors de pluies d'orage. Ce petit ruisseau constitue le seul exutoire possible pour les collectivités dans le cas de la mise en place d'un réseau collectif suivi d'un traitement des eaux pluviales et/ou usées (*Source: CETE Nord Picardie*). Le bassin versant est limité de part et d'autre du ruisseau par deux plateaux assez marqués dont la hauteur moyenne s'établit à environ 140 mètres de hauteur.

De manière générale, la vallée du ru de Retz comporte :

- Des pentes relativement faibles (*Cf Annexe 3*) ;
- Une zone forestière marécageuse :

Le ru de Retz sur la commune de Coevres-et-Valsery

(*Source: SRPR/PR DDE 02*)



- Un sol hydromorphe tourbeux :

Vallée du ru de Retz sur la commune de Coevres-et-Valsery

(*Source: SRPR/PR DDE 02*)



Évaluation de la qualité de l'eau du ru de Retz :

A l'heure actuelle, aucune mesure physico-chimique n'a été mesurée sur ce cours d'eau. Cependant, dans le but de prévenir tout risque de pollution, il est important de fixer des objectifs de qualité. La mission déléguée du bassin Seine Normandie a publié une carte d'objectif de qualité des cours d'eau. Sur l'ensemble du ru de Retz, l'objectif serait d'atteindre le niveau de qualité 1.

Mesures hydrauliques du ru de Retz :

En Avril 2005, une campagne de mesures hydrauliques sur le ru de Retz au niveau de la commune de Puiseux-en-Retz a été réalisée (*Source: CETE Nord Picardie*) :

	largeur en m	hauteur d'eau en m	vitesse en m/s	Débit en l/s
Point n°1	2,1	0,2	0,16	67
Point n°2	1,3	0,25	0,3	99
Point n°3	1,25	0,19	0,44	105
Point n°4	1,4	0,2	0,42	118
Point n°5	1,45	0,19	0,4	110
Point n°6	1,6	0,19	0,47	143
Point n°7	4,4	0,7	0,034	114
Point n°8	0,31	0,18	0,78	67

Débits caractéristiques mesurés sur le ruisseau de Retz

Ces relevés ont été effectués dans la partie aval du village et au niveau du canal d'alimentation du moulin (point n°8) (*Cf Annexe 6*). Si l'on considère ces 8 relevés, le ru de Retz peut être caractérisé par les valeurs moyennes suivantes :

- Largeur moyenne en m : 1,7
- Hauteur d'eau moyenne en m : 0,26

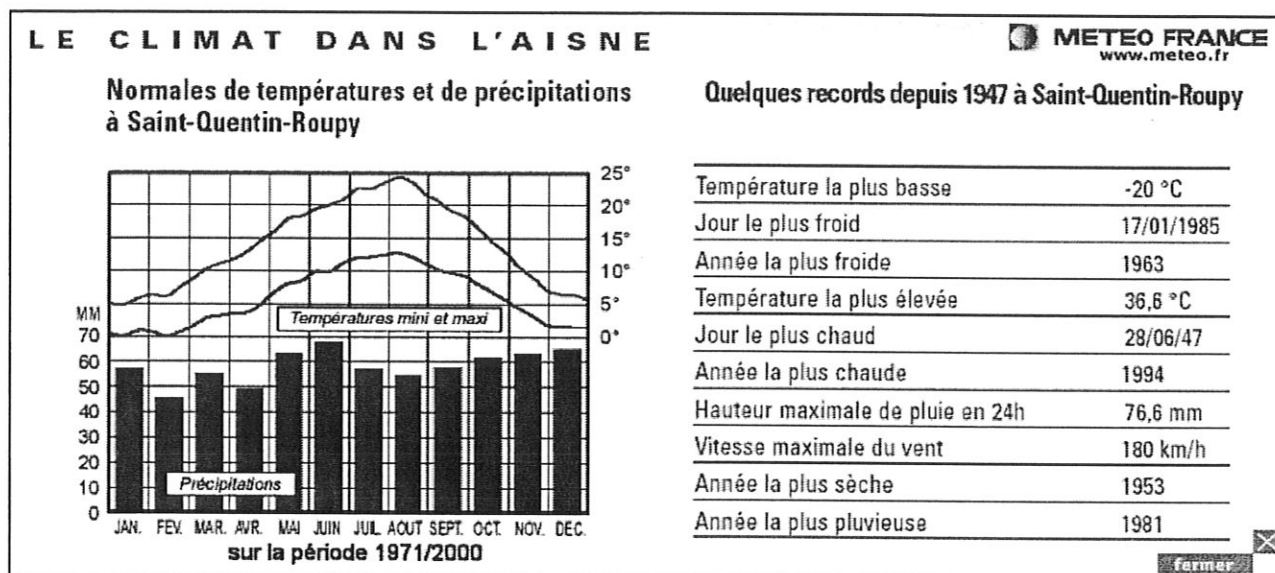
En outre, l'Agence de l'eau Seine Normandie indique les données suivantes pour le ruisseau de Retz (*Source: site agence de l'eau Seine-Normandie*) :

Descriptif général de la station			
Code de la Station	03153950	Superficie Bassin Versant topographique (km ²)	81,2
Localisation générale	Le ru de Retz à Ambleny	Altitude (m)	46
Localisation précise	Pont Cheminet D943 à Ambleny	Premières analyses disponibles	18/06/1987
Descriptif du ruisseau de Retz			
Type de masse d'eau	1-Rivière	Domaine piscicole	Salmonicole
Catégorie piscicole	1ère Catégorie	Nature du cours d'eau	Non domanial
Police des eaux	Agriculture		

Statistiques réalisés en 1987 (2 analyses)
(Source: Agence de l'eau Seine-Normandie)

Ruisseau de Retz	Débit instantané (m3/s)	Température (°C)	PH
Moyenne	0,76	11,65	8,05
Min.	0,74	11,10	8,00
Max.	0,78	12,20	8,10
Écart type	0,03	0,78	0,07

IV.1-f) Description Pluviométrique



Les données pluviométriques sont issues des enregistrements réalisés par Météo France de 1971 à 2000 par le poste pluviométrique de Saint-Quentin. Les précipitations annuelles sont en moyenne de 600 mm, avec une médiane de 615 mm permettant de conclure qu'il y a autant d'années avec une pluviométrie supérieure que d'années à pluviométrie inférieure à cette valeur médiane. La répartition mensuelle moyenne des pluies se caractérise par une distribution bi-modale, avec un maximum en Décembre avec environ 65 mm et un second pic en juin avec 68 mm.

IV.2-Les phénomènes naturels présents

IV.2-a) Le phénomène « inondations par débordement de ru »

Les débordements de rus concernent principalement les rivières et ruisseaux en tête de bassin versant. Ils résultent de phénomènes plus **brutaux** (averses intenses à caractère orageux et localisé) associés généralement à une vallée étroite avec des versants à pentes fortes. Ils se déroulent le plus souvent du printemps à l'automne, mais restent relativement **imprévisibles**. De plus, ces phénomènes **rapides** (de l'ordre de plusieurs décimètres par heure) peuvent se produire et disparaître très rapidement; c'est pourquoi des mesures d'urgence sont parfois difficiles à mettre en oeuvre (**il n'existe aucun système d'alerte des crues**). De ce fait, ces phénomènes peuvent menacer les vies et être particulièrement ravageurs pour les biens. En outre, ils peuvent être largement accentués par une mauvaise maîtrise des eaux pluviales dans les zones urbanisées.

Pour le secteur d'étude, le phénomène reste généralement redondant puisque l'on rencontre des débordements réguliers du ru de Retz en Mai 1994 et Juillet 2001.

IV.2-b) Le phénomène « ruissellement et coulées de boue »

Les ruissellements et coulées de boue résultent aussi d'événements météorologiques ponctuels et de forte intensité. Les terrains en pente et les thalwegs peuvent alors devenir le théâtre d'écoulements imprévisibles et parfois destructeurs. Les ruissellements aux niveau des plateaux demeurent aussi très importants.

Compte tenu de ces éléments, les procédures de protection et d'évacuation sont difficiles à mettre en oeuvre. Les personnes et les biens restent menacés, d'autant plus que l'absence de cours d'eau peut conduire à une impression de sécurité. L'intensité de ce phénomène est directement liée :

- à l'abondance et l'intensité des précipitations;
- à la nature du sol : plus le sol est sableux ou limoneux plus il sera emporté facilement par les eaux de ruissellement, un sol argileux libère peu de particules de sol mais peut faciliter un ruissellement important ;
- à la pente (degré et longueur);
- à la topographie (les coulées de boue empruntent préférentiellement les fonds de vallons ou thalwegs);
- à l'importance du couvert végétal et à son stade de développement (plus le couvert végétal est dense, plus l'écoulement sera faible) ;
- A la perméabilité de la voirie (plus la voirie sera imperméable, plus elle servira à véhiculer les eaux) ;
- A la densité du réseau de collecteurs du ruissellement, qu'ils soient anthropiques ou topographiques ;
- Aux pratiques agricoles (un travail dans le sens de la pente accentue les phénomènes...).

Pour le secteur d'étude, les épisodes de ruissellement possèdent généralement les caractéristiques suivantes :

- **Fréquence** : Phénomènes assez réguliers sur ce secteur :

Ruissellement et coulées de boue :

Janvier et Mai 1993

Mai 1994

Mai 2000

Juillet 2000

Janvier et Juillet 2001

Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain :

Décembre 1999

- **Période** : Généralement orages qui ont lieu en Mai ou en Juillet (orages de printemps ou d'été).
- **Type** : Souvent sous la forme de coulées de boue.
- **Origine** : Terres agricoles du plateau, voiries et habitations.

En outre, le ruissellement se rencontre **dans les parcelles agricoles** :

- Ruissellement suivant le sens de travail du sol ;
- Concentration dans les fonds de vallons peu marqués ;
- Érosion du sol le long des axes d'écoulement.

Mais aussi **sur les routes et les chemins** :

- Producteurs très efficaces de ruissellement ;
- Collecteurs guidant le ruissellement vers la commune.

IV.3-Les dysfonctionnements rencontrés sur le territoire d'étude

Les dysfonctionnements liés à la configuration de la commune :

- Pas de stockage d'eau en amont sur le plateau ;
- Vallée étroite associée à des versants de vallée à fortes pentes ;
- Pas de zone tampon entre les parcelles agricoles et la commune ;
- Partie urbanisée essentiellement située sur les flancs des versants ;
- Passage étroit du ru entre les habitations.

Les dysfonctionnements liés au réseau d'assainissement :

- La collecte des eaux pluviales reste assurée essentiellement par la chaussée ;
- Le dimensionnement du réseau actuel reste généralement insuffisant (*Source: CETE Nord Picardie pour la commune de Puiseux-en-Retz*) ;
- Lors de forts orages, le réseau pluvial sature et n'assure plus correctement l'écoulement des eaux météoriques vers le ruisseau.

**Chaussée véhiculant les
eaux à Soucy**

(*Source: SRPR/PR DDE02*)



Toutefois, sur certaines communes, de récents aménagements permettent déjà de lutter contre les mouvements d'eau et de boues (créations de digues enherbées, avaloirs et grilles...). C'est le cas en particulier sur les communes de Soucy et Montgobert.



Création d'une digue enherbée au niveau de la commune de Montgobert

(Source: SRPR/PR DDE02)



Création d'un avaloir sur la commune de Montgobert

(Source: SRPR/PR DDE02)

V-La méthodologie appliquée

Le plan de prévention des risques inondations et coulées de boue a pour objet de préciser les risques naturels et réglementer l'occupation du sol en conséquence :

- En établissant une cartographie des inondations et des axes de coulées de boue ;
- En définissant un zonage réglementaire de la vallée lié au degré d'exposition et à l'occupation des sols.

Conformément aux dispositions du guide méthodologique du Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables (**MEDAD**), la priorité est accordée **aux études qualitatives**. L'établissement du **PPR** s'appuie donc essentiellement sur l'état des connaissances du moment.

V.1-La récolte de données

Avant d'entreprendre la démarche **PPR**, il semble fondamental de se constituer une base documentaire fiable. La compréhension globale des phénomènes étudiés nécessite un éclairage élargi prenant en compte l'ensemble du bassin versant. Les informations à recueillir concernent aussi bien le passé que le présent, les événements historiques (manifestations physiques des phénomènes, conséquences en terme de dommages et victimes), que l'état actuel du milieu naturel et de son environnement (climatologique, géologique, morphologique, hydraulique...) et les composantes de l'occupation humaine (population, biens, activités).

La récolte des données s'est déroulée de la façon suivante :

1-Analyse des événements passés par le biais du fond de dossier des arrêtés de reconnaissance de catastrophes naturelles:

Ces dossiers donnent des informations sur la date et la nature de l'évènement, sur le chemin des eaux (parfois, description très précise du phénomène) et la nature des dégâts. En particulier, ces informations permettent d'affirmer si le risque est supposé ou avéré.

2-Recueil des avis des maires et des données communales lors de réunions ou à partir des documents d'urbanisme réalisés ou en cours d'élaboration.

3-Analyse des études et données disponibles : il s'agit en particulier des études entreprises par Puiseux, Soucy et Montgobert.

Pour la commune de Puiseux, il s'agit de l'étude de faisabilité d'un bassin de retenue et d'aménagements hydrauliques avec les phases suivantes :

- Analyse du bassin versant concerné et étude des conditions hydrauliques de rejet vers le ruisseau de Retz ;
- Étude du dimensionnement du bassin de retenue proposé et des aménagements hydrauliques ;
- Établissement du coût de réalisation du projet de bassin et des aménagements proposés.

Pour la commune de Soucy, il s'agit de l'étude de ruissellement sur la commune avec les phases suivantes :

- Contexte local ;
- Mise en évidence des dysfonctionnements ;
- Étude hydrologique (ruissellement) ;
- Idées d'aménagements...

Pour la commune de Montgobert, il s'agit d'une étude en date du 15 septembre 2000 que la DDE 02 subdivision de Villers-Cotterêts (AS/BE) avait réalisé pour la commune, avec les phases suivantes :

- Descriptif des bassins versants et points de rejet ;
- Calculs réalisés ;
- Les solutions envisageables ;
- Estimation des travaux à réaliser.

4-Analyse de la géomorphologie de chaque commune à partir des cartes géologiques.

5-Analyse du territoire à partir des vues aériennes (délimitation des boisements et autres espaces à préserver, délimitation du lit majeur, affinage du zonage).

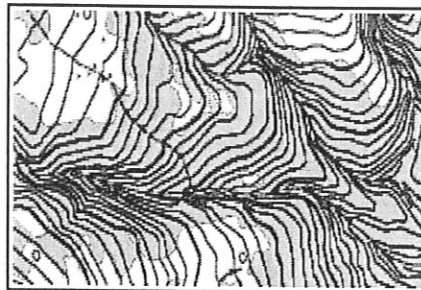
La démarche précédente reste très importante puisque nous ne disposons que de très peu d'informations quantitatives sur les phénomènes observés : aucune information sur les hauteurs d'eau, peu de renseignements sur la vitesse d'écoulement des eaux et les débits occasionnés, sur la durée de submersion... Toutefois, **le secteur a fait l'objet d'une analyse hydrogéomorphologique théorique confortée par de nombreuses visites sur le terrain.**

V.2-Les données issues du terrain

Les visites sur le terrain vont confirmer les données précédentes et permettre :

- **D'identifier les axes de coulées de boue et d'écoulement des eaux :** dans un premier temps, ces axes (thalwegs et fonds de vallons) sont identifiés par le biais des courbes de niveau des cartes IGN (*Cf Annexe 7*). Ils ne seront conservés que si la visualisation sur le terrain confirme un risque potentiel ou avéré pour les personnes et les biens (thalweg suffisamment prononcé par exemple).

Identification des thalwegs à
partir des cartes IGN



De délimiter le lit majeur du ru :

Il est très important de pouvoir délimiter le lit majeur du ru pour réaliser le zonage réglementaire. La récolte de données permet une première ébauche de délimitation qui a été confirmée par la visite sur le terrain.

Le lit mineur: Le lit mineur est constitué par le lit ordinaire du cours d'eau, pour le débit d'étiage ou pour les crues fréquentes (crues annuelles).

Le lit majeur: Le lit majeur comprend les zones basses situées de part et d'autre du lit mineur, sur une distance qui va de quelques mètres à plusieurs centaines de mètres. Sa limite est celle de la plus grande crue historique répertoriée (dans notre cas cette limite découlera des habitations sinistrées puisqu'il n'y a pas de crue officiellement répertoriée pour ce ru).

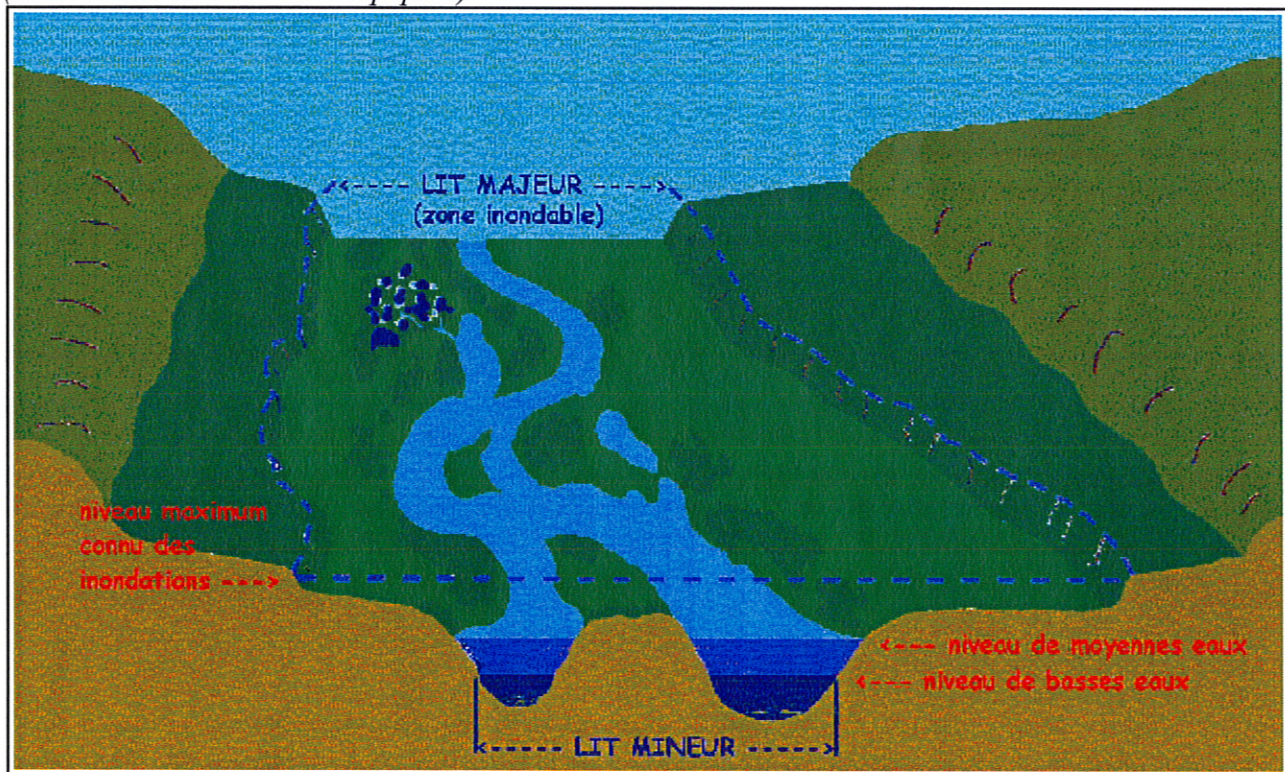
On distingue deux types de zones :

- Les zones d'écoulement, au voisinage du lit mineur ou des chenaux de crues, où le courant a une forte vitesse ;
- Les zones d'expansion de crues ou de stockage des eaux, où la vitesse est faible. Ce stockage est fondamental, car il permet le laminage de la crue, c'est-à-dire la réduction du débit et de la vitesse de montée des eaux à l'aval.

=> **Le lit majeur fait partie intégrante du ru.**

=> **En s'y implantant, on s'installe dans le ru lui même.**

(Source: site internet de la Cpepesc)



VI-La cartographie du PPR

VI.1-La définition des aléas

L'« Aléa » se caractérise comme la manifestation d'un phénomène naturel d'occurrence et d'intensité définies pour une zone donnée.

Les aléas relatifs au phénomène « inondations par débordement de ru » :

En théorie, les niveaux d'aléas (faible, moyen, fort) sont déterminés en fonction des **paramètres de l'inondation** dont hauteur d'eau, vitesse de l'eau et durée de submersion.

Compte tenu du **faible nombre de données quantitatives** pour ce secteur, les niveaux d'aléas seront qualifiés en utilisant la délimitation du lit majeur du ru avec de manière générale, sauf cas particuliers :

- Aléa fort => lorsque l'on se trouve dans le lit mineur et sur ses bords.
- Aléa moyen à faible => lorsque l'on se trouve en bordure du lit majeur.

Les données quantitatives demeurent faibles compte de la rapidité et de l'imprévisibilité des inondations par débordement de ru. Toutefois, le secteur fait l'objet d'une analyse géomorphologique fine associée à de nombreuses visites sur le terrain.

Les aléas relatifs au phénomène « ruissellement et coulées de boue » :

Les niveaux d'aléas (faible, moyen, fort) sont déterminés en fonction de la **pente** :

- Aléa fort => lorsque l'on se situe dans un thalweg.
- Aléa moyen => lorsque la pente est supérieure à 2%.
- Aléa faible => lorsque la pente est inférieure à 2%.

Il convient de noter que d'autres facteurs peuvent intervenir (notamment la pédologie) pour déterminer la nature du phénomène : ruissellement ou coulées de boue. Dans ce cas, un croisement « pente » et « sol » serait donc complémentaire.

VI.2-Méthode permettant la réalisation du zonage réglementaire

La carte de zonage réglementaire est issue du recoupement des phénomènes naturels et des enjeux présents sur le territoire. Conformément à l'article R562-3 du code de l'environnement, le PPR comprend une carte de zonage réglementaire.

VI.2-a) La détermination des phénomènes naturels

Il s'agit d'analyser l'hydrogéomorphologie du territoire (sources, écoulements temporaires, cours d'eau permanents, vallées, versants, plateaux...), d'identifier les phénomènes hydrologiques rencontrés (sens du ruissellement diffus, sens des coulées de boue avérées et potentielles, zonage des secteurs d'inondations et des secteurs de coulées de boue récurrentes,...). Il s'agit d'estimer la délimitation du lit majeur du ru et de localiser sa zone humide d'accompagnement.

VI.2-b) La détermination des enjeux

Les enjeux sont l'ensemble des personnes et des biens susceptibles d'être affectés par un phénomène naturel. La détermination des enjeux consiste à inventorier les différents enjeux existants sur le territoire: l'hydrologie générale, l'urbanisation (type d'habitat, aménagements), les activités industrielles et les équipements publics (Industries, **ICPE**, **STEP**, **ERP**...), les lieux d'activités sportives (terrains de sports, gymnase, gîte, centre équestre...), les espaces boisés, les

espaces cultivés, les bâtiments pour stockage et production agricole...Les enjeux restent toutefois relativement faibles pour ce territoire :

Coeuvres-et-Valsery :

3 bâtiments municipaux (dont une maison de retraite) ;
1 école, 1 mairie, 1 église ;
3 bâtiments pour stockage et production agricole (Ferme Murger, Ferme Saulong et Ferme Saint Agnan).

Soucy :

1 église, 1 mairie et 1 bâtiment pour stockage et production agricole.

Laversine :

1 mairie, 1 église, 1 centre d'activités équestres ;
1 bâtiment pour stockage et production agricole (Ferme Liverseau).

Montgobert :

1 mairie, 1 église, 1 ouvrage historique (Musée Européen du Bois de l'Outil).

Puiseux-en-Retz :

1 mairie, 1 église, 1 école ;
1 bâtiment municipal ;
1 ICPE (Installation Classée pour la Protection de l'Environnement).

VI.3-L'élaboration du zonage réglementaire

Le recoupement entre les aléas, les phénomènes naturels et les enjeux permet de définir la carte de zonage réglementaire, qui permettra par la suite d'établir un règlement et de formuler un certain nombre de recommandations sur les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde. Cette carte délimite des zones dans lesquelles sont applicables des interdictions, des autorisations, des prescriptions et des recommandations. Dans un premier temps, ces zones sont définies sur des critères de constructibilité ou d'usage des sols, mais secondairement, elles peuvent l'être également sur des critères de danger.

VI.3-a) Définition des différentes zones

La carte de zonage réglementaire établit 4 zones:

- Une **zone « rouge »** :

Elle inclut :

- Les zones les plus exposées, où les inondations par débordement de ru, les phénomènes de ruissellement et de coulées de boue, sont redoutables en raison de l'urbanisation et de l'intensité de leurs paramètres physiques (phénomènes rapides, hauteur d'eau importante, vitesse d'écoulement importante).
- Les zones d'expansion des crues, quelle que soit la hauteur d'eau. Il semble nécessaire de les préserver de toute urbanisation pour conserver les champs d'expansion naturelle des crues.

Objectifs:

- Préserver le champ d'expansion des crues et ne pas accroître l'exposition des personnes et des biens.
- Permettre certains travaux sur le bâti existant.

- Une **zone « bleue »** :

Elle inclut les zones urbanisées inondables (par débordement de ru) ou exposées aux phénomènes de ruissellement et coulées de boue, sauf degré d'exposition exceptionnel. Elle est vulnérable mais les enjeux d'aménagement urbain sont tels qu'ils justifient des dispositions particulières. Ces zones bleues sont dites constructibles sous réserve de prescriptions et/ou de recommandations permettant de prendre en compte le risque.

Objectifs :

- Aménager en prenant en compte les risques.
- Maîtriser l'urbanisation et diminuer la vulnérabilité des constructions existantes.

- Une **zone d' « espaces à préserver »** :

Elle inclut les espaces encore indemnes de toute urbanisation, permettant de maintenir l'occupation actuelle des sols et contribuant à minimiser les risques en aval.

Objectifs :

- Préserver les versants boisés à forte pente et les zones humides de fond de vallée qui limitent les phénomènes.

- Une **zone « blanche »** :

Elle peut être bâtie ou non bâtie, et **n'est pas considérée comme exposée par les phénomènes de débordement de ru, ruissellement et coulées de boue**. Cependant, quelques dispositions doivent y être respectées, notamment au titre de sa proximité avec les autres zones. La zone blanche concerne par défaut les terrains n'appartenant pas aux autres zones.

Objectifs:

- Permettre le développement des agglomérations ;
- Aménager les secteurs non inondés en intégrant la gestion des eaux pluviales ;
- Ne pas accroître l'inondabilité des secteurs en aval ;
- Limiter la vitesse de transfert des eaux pluviales.

De manière générale, à chacune de ces zones :

- Correspond des occupations du sol et des usages particuliers.
- S'applique un règlement particulier fixant des interdictions et des autorisations.

VI.3-b) La détermination du zonage réglementaire

	Inondations			Coulées de boue/ruissellement			
	Aléa Fort	Aléa Moyen à Faible	Aléa Nul	Aléa Fort	Aléa Moyen à Faible		Aléa Nul
					Pente > 10%	2% < pente < 10%	
Zone urbanisée							
Zone non urbanisée exposée aux phénomènes							
Zone non urbanisée qui limite les phénomènes	Espace à préserver (versants boisés et zones humides de fond de vallée)						

VII-Présentation du règlement

Chaque zone définie dans le zonage réglementaire est soumise à un règlement bien précis. Celui-ci fixe des interdictions, des autorisations, des prescriptions et des recommandations.

Les dispositions instaurées par le règlement s'appuient particulièrement sur les orientations suivantes :

- Protéger les personnes et les biens ;
- Ne plus implanter dans les zones inondables et les axes d'écoulement des eaux, des activités ou des constructions susceptibles de subir des dommages graves ou de générer de nouveaux risques;
- Assurer la cohérence des actions de prévention et de protection contre les inondations et les phénomènes de coulées de boue à l'échelle du bassin versant.

Les objectifs visés par le règlement sont les suivants :

<i>Objectifs</i>	<i>Dispositions</i>
1- Arrêter les nouvelles implantations humaines dans les zones les plus exposées aux risques.	Dans le rouge : Peu de travaux autorisés, aucune nouvelle construction sauf exception...
2-Définir des conditions qui limitent la vulnérabilité des biens existants ou futurs.	Dans le bleu : -Poursuite de l'urbanisation sous conditions. -Prescriptions techniques obligatoires garantissant la sécurité des travaux autorisés quelle que soit la zone (réhaussement RdCH, absence sous-sol...).
3- Préserver les capacités de stockage et d'écoulement des eaux. 4- Préserver les zones pouvant contribuer à limiter les phénomènes.	Dans le rouge : -Pas de remblai ... Dans les espaces à préserver : -Maintien des zones humides d'accompagnement ; -Aménagement limité des champs d'expansion des crues ; -Préserver les versants boisés.

VIII-Suivi de la démarche PPR

VIII.1-La concertation publique

Afin de présenter la politique générale de prévention des risques aux élus des 5 communes concernées, une réunion de concertation a été organisée le 4 juillet 2006. A cette occasion, les différentes cartes (informative, enjeux et zonage réglementaire) et le projet de règlement ont été diffusés à l'ensemble des élus. Pour les élus qui le souhaitaient, les échanges se sont poursuivis ultérieurement par une nouvelle rencontre en mairie. Ces échanges ont permis de mieux prendre en compte les préoccupations des communes et ont parfois engendré des modifications au niveau des documents graphiques ou du projet de règlement.

VIII.2-Le planning prévisionnel des opérations

Réunion de concertation publique à la sous-Préfecture de Soissons :

4 JUILLET 2006

Réunion d'échanges avec les communes :

- Mairie de Laversine : Pas de réponse
- Mairie de Puiseux-en-Retz : 11 JUILLET 2006
- Mairie de Montgobert : 21 JUILLET 2006
- Mairie de Soucy : 24 AOUT 2006
- Mairie de Coeuvres-et-Valsery:

31 AOUT et 12 DECEMBRE 2006

Consultation Réglementaire :

3 AVRIL au 17 JUIN 2007

Enquête Publique :

15 OCTOBRE au 15 NOVEMBRE 2007

Approbation :

JANVIER 2008

Liste des abréviations

CETE : Centre d'Etudes Techniques de l'Equipement

CU : Certificat d'Urbanisme

DDE : Direction Départementale de l'Equipement

DDRM : Dossier Départemental sur les Risques Majeurs

DICRIM : Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs

ERP : Établissement Recevant du Public

ICPE : Installation Classée Pour l'Environnement

IGN : Institut Géographique National

INSEE : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

MEDAD : Ministère de l'Ecologie, de l'Aménagement et du Développement Durable

PAC : Porté à Connaissance

PC : Permis de Construire

PER : Plan d'Exposition aux Risques

PLU : Plan Local d'Urbanisme

POS : Plan d'Occupation des Sols

PPR : Plan de Prévention des Risques

PR : Prévention des Risques

SAGE : Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux

SDAGE : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux

SRPR : Sécurité Routière et Prévention des Risques

TN : Terrain Naturel

Bibliographie

B&R Environnement *Élaboration de trois Plans de Prévention des Risques d'inondation et de coulées de boue sur 3 secteurs de l'Aisne-Étude de connaissance des phénomènes naturels et des enjeux*, DDE Aisne janvier 2004. 77 p.

CETE Nord Picardie *Puiseux en Retz (02) Étude d'un bassin de retenue et aménagements hydrauliques*, Commune de Puiseux en Retz juin 2005. 20p.

Site Internet

http://www.cpepesc.org/rubrique.php3?id_rubrique=31

Commission de Protection des Eaux, du Patrimoine, de l'Environnement, du Sous-sol et des Chiroptères, 2005.

http://www.insee.fr/fr/recensement/nouv_recens/resultats/repartition/comd02.htm?numdep=02&x=48&y=8

Site de l'INSEE

<http://www.eau-seine-normandie.fr/index.php?id=1629>

Site de l'agence de l'eau Seine-Normandie

ANNEXE 1 :

État des risques information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers



Etat des risques naturels et technologiques

en application des articles L 125 - 5 et R 125 - 26 du code de l'environnement

1. Cet état des risques est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n°

du

mis à jour le

Situation du bien immobilier (bâti ou non bâti)

2. Adresse commune code postal

3. Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels prévisibles (PPRn)

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn prescrit

oui ☐

non ☐

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn appliqué par anticipation

oui ☐

non ☐

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn approuvé

oui ☐

non ☐

Les risques naturels pris en compte sont :

Inondation ☐

Crue torrentielle ☐

Remontée de nappe ☐

Avalanche ☐

Mouvement de terrain ☐

Sécheresse ☐

Séisme ☐

Cyclone ☐

Volcan ☐

Feux de forêt ☐

autre ☐

4. Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques technologiques (PPRT)

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRT approuvé

oui ☐

non ☐

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRT prescrit *

oui ☐

non ☐

* Les risques technologiques pris en compte sont :

Effet thermique ☐

Effet de surpression ☐

Effet toxique ☐

5. Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application du décret 91-461 du 14 mai 1991 relatif à la prévention du risque sismique, modifié par le décret n°2000-892 du 13 septembre 2000

L'immeuble est situé dans une commune de sismicité

zone Ia ☐

zone Ib ☐

zone II ☐

zone III ☐

Zone 0 ☐

pièces jointes

6. Localisation

extraits de documents ou de dossiers de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

vendeur/bailleur - acquéreur/locataire

7. Vendeur - Bailleur Nom prénom

rayez la mention inutile

8. Acquéreur - Locataire Nom prénom

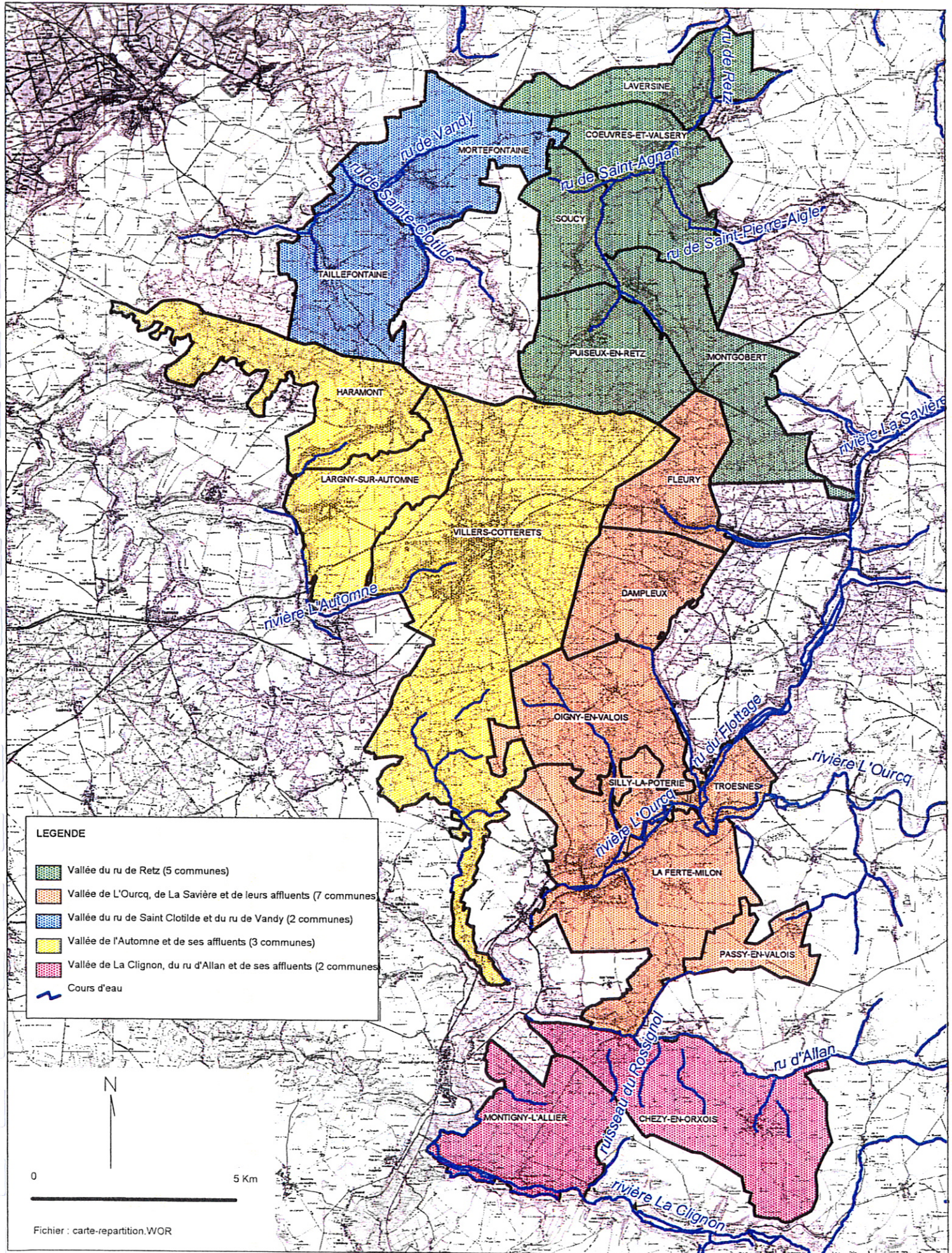
rayez la mention inutile

9. Date

à

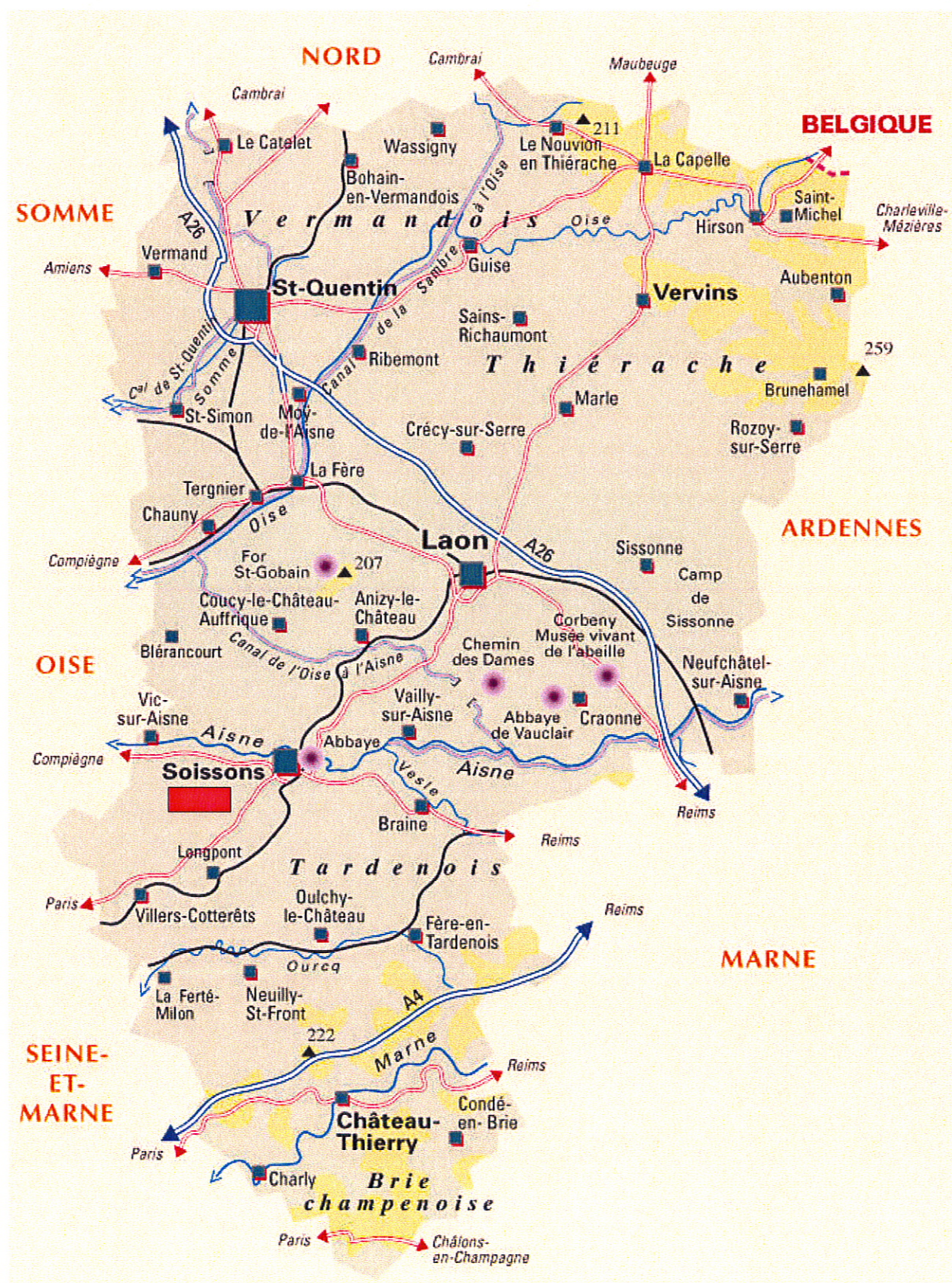
le

Annexe 1-5 : Communes concernées par le PPR inondations et coulées de boue entre Laversine et Chézy en Orxois

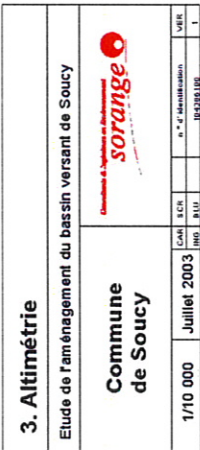


ANNEXE 2:

Carte de localisation de la zone d'étude

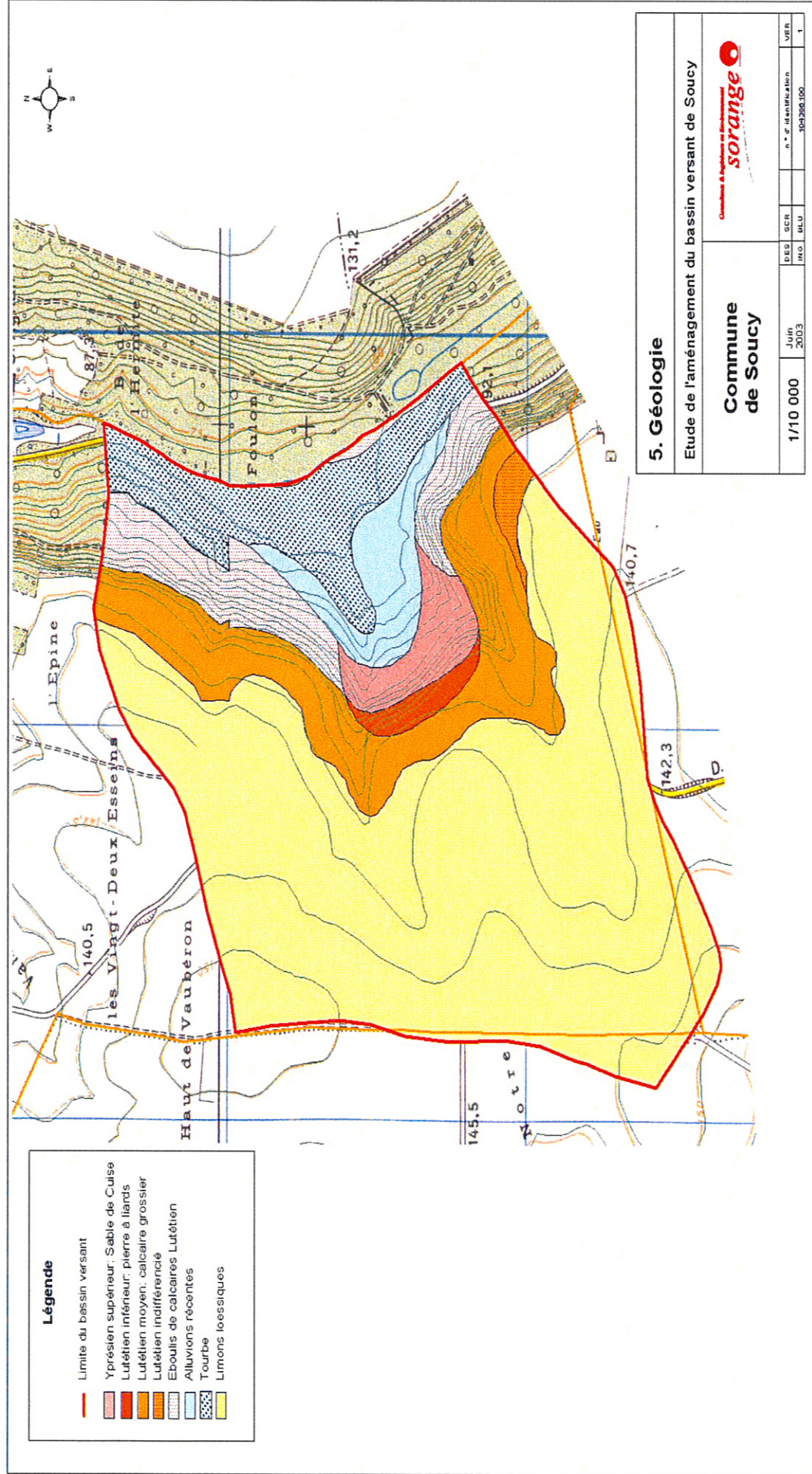


Carte altimétrique de la commune de Soucy

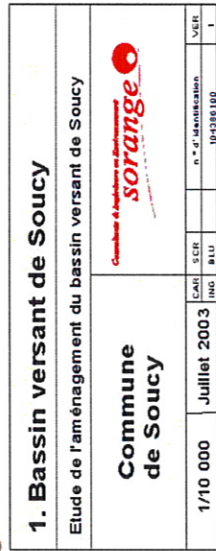


ANNEXE 5 :

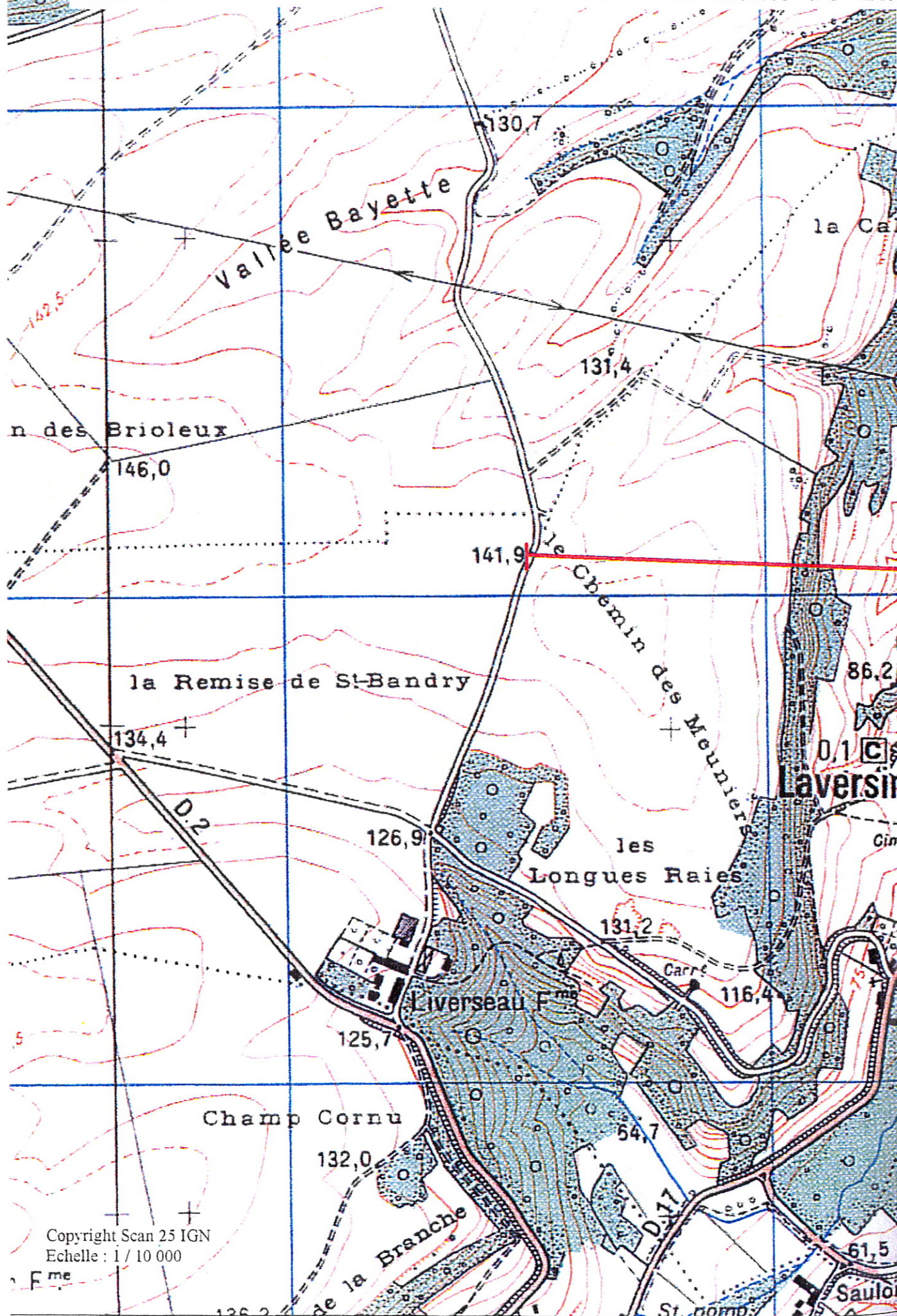
Carte géologique de la commune de Soucy

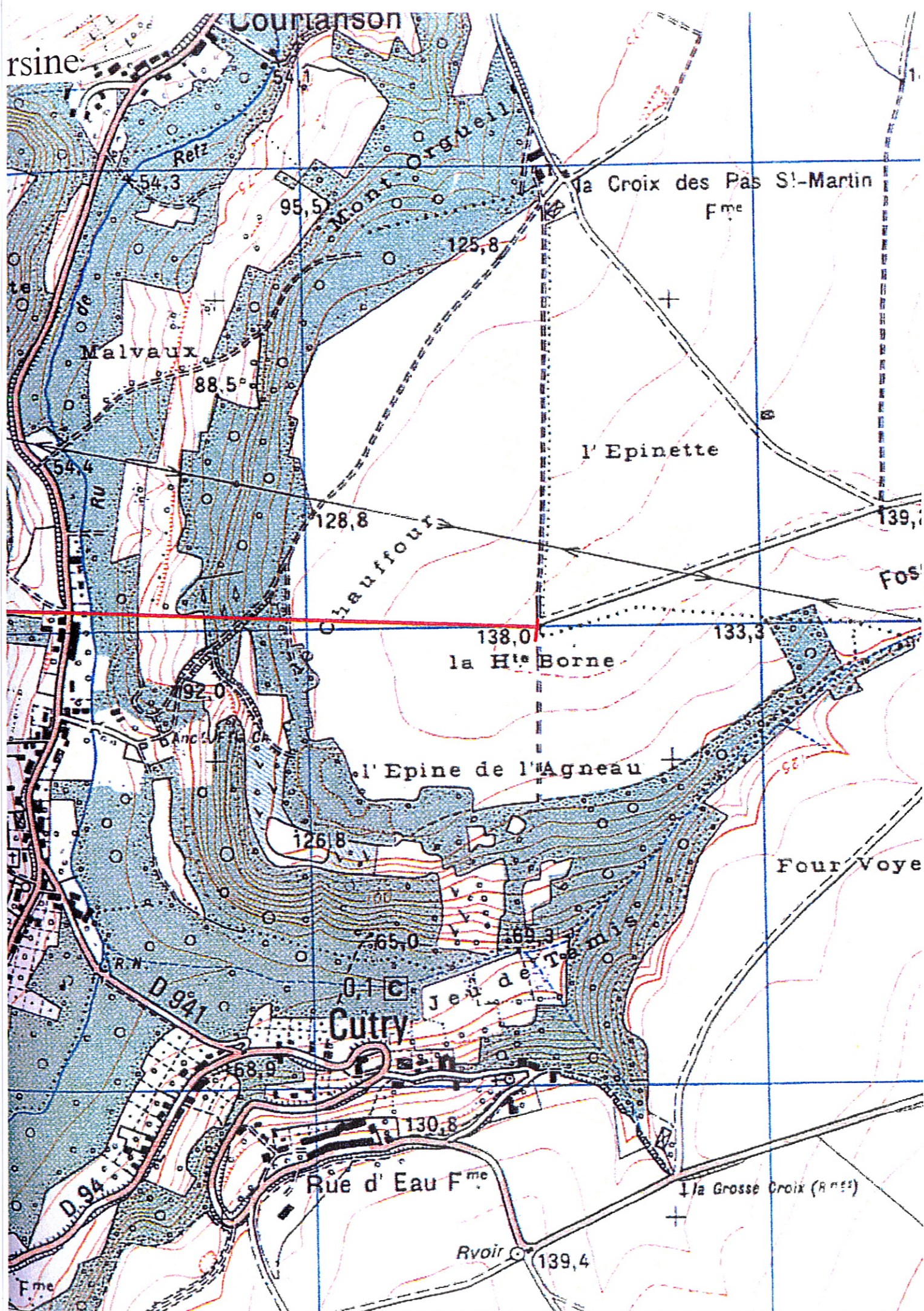


Inventaire des thalwegs de Soucy par le biais de la carte IGN

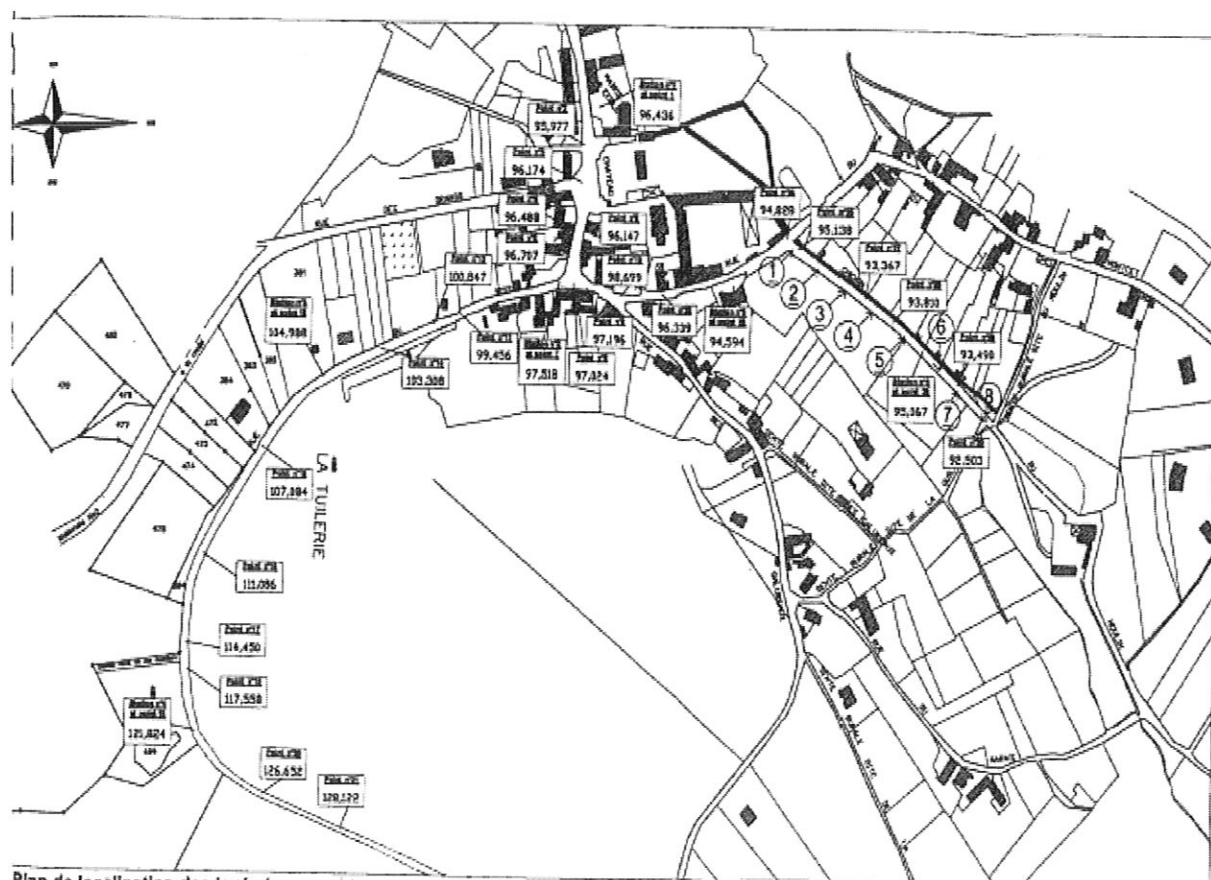


Annexe 4 : Profil en travers sur la commune de La





ANNEXE 6 : Localisation des points de mesures hydrauliques à Puiseux-en-Retz



Plan de localisation des levés topographiques et mesures hydrauliques

légende:

① Point de mesures hydrauliques

Point. n° 126.652 Levé topographique

Echelle 1/7500

